



**Secrétariat général**

**Numéro 190-2024**

Réf. : FS/SD

Paris, 21 novembre 2024

---

## **DÉCLARATION DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE DU 21 NOVEMBRE 2024**

---

### **Pour la mobilisation !**

La Commission exécutive confédérale réunie le 21 novembre s'alarme d'une situation économique et de l'emploi particulièrement effrayante. Les annonces de restructurations, de fermetures de sites, de délocalisations, de suppressions d'emplois et les défaillances d'entreprises se multiplient tant dans les grandes que dans les petites. Le chômage repart à la hausse. Aucun secteur ni aucune partie du territoire ne semblent épargnés par une vague dont tout indique qu'elle n'en est qu'à son début.

Pour construire le rapport de force, la CE invite les travailleurs à la mobilisation dans l'unité la plus large possible, y compris par la grève sur une base interprofessionnelle dès le 10 décembre pour faire aboutir les revendications pour l'augmentation des salaires, l'abrogation de la réforme des retraites, la défense de la sécurité sociale, la défense de l'emploi et le développement des services publics.

Les débats budgétaires voient fleurir chaque jour de nouvelles mesures d'économies dont les salariés, les retraités, les assurés sociaux vont faire les frais. Cette situation voit revenir le concours Lépine des mauvaises réponses : simplification des normes et des droits, poursuite de la baisse du coût du travail, affaiblissement des services publics, amplification des politiques d'austérité, des régressions de droits à la sécurité sociale, des mesures qui reviennent comme des solutions miracles à chaque fois que la croissance ralentit. Pour la Commission exécutive, les travailleurs ne sont pas responsables de la situation budgétaire, contrairement à ceux qui ont bénéficié d'aides publiques massives sans conditionnalité.

C'est dans ce contexte que les employeurs publics renouent avec les réductions d'effectifs dans la fonction publique. Le ministre de la Fonction publique multiplie les provocations à l'égard des agents, en confirmant le gel du point d'indice et en annonçant notamment l'application de 3 jours de carence.

Parce que les travailleurs ne peuvent continuer à subir sans réagir, la Commission exécutive soutient l'appel à la mobilisation, y compris par la grève reconductible lancée par les fédérations de la fonction publique les 10, 11 et 12 décembre. La CE confédérale soutient toutes les initiatives et mobilisations de ses syndicats et fédérations, décidées dans l'intervalle.

La CE confédérale invite par ailleurs tous ses militants à se mobiliser pour voter et faire voter FO dans le cadre des élections TPE qui auront lieu du 25 novembre au 9 décembre.

Le 21 novembre 2024